



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Ce n'est pas à l'Élysée, ni à Matignon C'EST DANS LA RUE ET PAR LA GRÈVE QU'ON PEUT GAGNER CONTRE MACRON ET SA POLITIQUE !

BULLETIN NPA - PSA TREMERY

24 OCTOBRE 2017

Plus de quatre mois après les premières rencontres sur les ordonnances qui font exploser le Code du travail, le ballet des « discussions » a repris à l'Élysée, à la fin de la semaine dernière, avant de se poursuivre cette semaine à Matignon. Cette fois, il s'agit d'aborder les "réformes" de la formation professionnelle, de l'apprentissage et la refonte de l'assurance chômage.

L'objectif de Macron est clair. Comme pour les ordonnances, il veut faire croire à une "concertation" avant de mettre en musique sa politique, comme il l'entend, une fois de plus au service exclusif des patrons et des plus riches.

Malgré cela, alors que tout le monde sait qu'il n'y a strictement rien à gagner à cette comédie du "dialogue social", tous les dirigeants syndicaux ont accepté l'invitation. Comme s'il était possible de « discuter » avec Macron, voire d'« arracher quelques avancées » dans les salons de l'Élysée !

Mais en prétendant discuter avec les syndicats d'autres sujets que les ordonnances, ce président et ce gouvernement des riches comptent imposer l'idée que c'est plié sur les ordonnances et qu'il faut passer à autre chose.

GOVERNEMENT ET PATRONAT PEUVENT RECULER

Droit dans leurs bottes, Macron et Philippe affirment qu'ils iront jusqu'au bout de leur entreprise de démolition des acquis sociaux, pour relancer la machine à profits sur le dos des salariés et des classes populaires.

Pourtant, le gouvernement a déjà dû reculer à deux reprises. Il l'a fait le 4 octobre, face à la menace des routiers de bloquer le pays. Pour éviter cette épreuve de force, le gouvernement a dû signer un accord garantissant leurs primes au niveau de la branche transports, et non de l'entreprise comme prévu par la réforme du Code du travail. Puis après les routiers, le 13 octobre, ce sont les dockers qui ont obtenu que leur Convention collective déroge aux ordonnances en garantissant qu'elle ne puisse pas être remise en cause par des accords d'entreprise.

Si le gouvernement reste bien silencieux sur ces reculades, comme pour éviter la contagion, c'est la preuve qu'il est possible d'imposer l'abrogation des ordonnances, malgré leur signature par Macron et publication au Journal officiel. Et que ce gouvernement serait bien incapable de résister à une mobilisation massive et déterminée des travailleurs.

EN FINIR AVEC LA DISPERSION, POUR SE DONNER LES MOYENS DE GAGNER

Après les mobilisations des 12 et 21 septembre contre les ordonnances, celle des retraités le 28 septembre, celle de la fonction publique le 10 octobre, celle des métallos le 13 octobre, la CGT a appelé, seule, à une nouvelle journée de mobilisation le 19 octobre. Et aujourd'hui, mardi 24 octobre, une nouvelle réunion des directions nationales des syndicats pourrait aboutir à un appel à la mobilisation en novembre, sans précision à ce jour sur ses formes et ses objectifs.

Pourtant, il est évident que nous ne pourrions pas gagner avec des appels dispersés, secteur par secteur, syndicat par syndicat, journée d'action après journée d'action. Que nous soyons salariés du "public", du "privé" ou sans emploi, jeunes ou retraités, nous sommes tous et toutes concernés par les attaques tout azimut de ce gouvernement. Le Front social qui regroupe des syndicats et militants combattifs propose de manifester à Paris dans l'unité le samedi 18 novembre : tous ensemble, au même endroit, au même moment !

Avant la ratification des ordonnances par le Parlement, la semaine du 20 novembre, il faut une vraie journée de grève interprofessionnelle et une manifestation nationale pour créer les conditions d'un mouvement d'ensemble qui passe inévitablement par une grève reconductible. Parce que pour gagner, nous avons besoin d'une grève prolongée, qui bloque l'activité du pays en occupant les lieux de travail, les entreprises et les services.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

SOUS-TRAITANCE, ARME DE PRÉCARISATION MASSIVE !

Après la restauration, le nettoyage, la maintenance centrale et bien d'autres services, la direction de Trémery a annoncé au dernier CE mensuel, la vente d'une partie de l'affutage et du réglage des outils coupants. Comme à son habitude, la sous-traitance des activités de l'usine s'opère petit à petit, isolant ainsi les salariés concernés qui devront se trouver une autre activité. Comme d'habitude, l'entreprise qui récupérera l'activité n'embauchera que des intérimaires précarisant encore un peu plus nos emplois. La sous-traitance de cette activité ne touche qu'une poignée de salariés pourtant nous sommes tous attaqués.

PSA DETRUIT NOS EMPLOIS EN TOUTE DISCRETION !

Lorsque PSA embauche, tous les médias sont invités à relayer l'information. La direction et les journalistes sont moins loquaces lorsqu'il s'agit de faire le bilan de ses différents plans de suppression d'emplois. Ainsi, tout en discrétion, depuis le début de l'année 2017, ce sont 200 embauches pour près de 2000 suppressions d'emplois en France. Au passage PSA continue de gratter les différentes aides publiques telles que le CICE qui est censé favoriser le maintien de l'emploi. Seule l'organisation des salariés permettra de s'opposer à la dégradation de nos conditions de travail.

INTERIMAIRES EN GRÈVE À L'USINE PSA DE RENNES

Jeudi 19 octobre à l'usine PSA de Rennes, environ 70 intérimaires ont entamé une grève et ont défilé dans les ateliers revendiquant des augmentations des salaires et de la prime de panier. Après une rencontre infructueuse avec la direction de PSA et de 3 boîtes d'intérim, la grève a été reconduite.

Alors que le recours à l'intérim se généralise, cette grève, une première à Rennes, est un moment important dans les luttes à construire contre la disparité des statuts et la précarité croissante, avec environ 1000 intérimaires pour 2200 salariés en CDI. Cette grève mérite d'être popularisée dans tous les sites PSA et les autres usines automobiles.

OPEL RACHETÉ PAR PSA : LE TEMPS DES RESTRUCTURATIONS

Le rachat a été conclu le 1^{er} août. Avant cette date, le PDG de PSA, Tavarès, avait garanti le maintien des emplois chez Opel jusqu'en 2018.

Chaque salarié de PSA produirait en moyenne 35

véhicules, contre 30 pour un employé d'Aix-la-Chapelle. C'est la conséquence de la réduction permanente des effectifs pratiquée chez PSA, passés de 123 000 salariés en 2011 à 90 000 aujourd'hui. Le message est clair : il faut faire pareil chez Opel en Allemagne, ce qui aboutirait à la suppression de 6 000 emplois chez Opel en Allemagne.

Décidément, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Un premier plan de redressement est attendu chez Opel pour novembre 2017. Et chez la filiale anglaise, sans attendre, 400 postes de travail sont dès maintenant supprimés dans une usine.

Les leçons de Tavarès s'appliquent partout rendant encore plus actuelle l'exigence de la solidarité entre tous les salariés du nouveau conglomérat : Peugeot, Citroën, Opel et Vauxhall.

LE SEXISME, C'EST PAS DU CINÉMA

Le scandale Weinstein, ce producteur hollywoodien qui a des années durant harcelé, agressé et violé de nombreuses femmes, a largement été relayé dans les médias et sur les réseaux sociaux. Permettant ainsi à de nombreuses femmes de rendre visibles les violences sexistes qu'elles avaient elle aussi subies.

Cela nous rappelle que, bien au-delà des studios de cinémas, les inégalités entre les femmes et les hommes sont toujours de mise dans toute la société. Une société dans laquelle 14,5 % des femmes déclarent avoir vécu dans leur vie au moins une forme d'agression sexuelle (et combien ne le déclarent pas ?), dans laquelle le salaire des femmes est toujours inférieur de 24 % à celui des hommes alors que 80 % des emplois précaires sont occupés par des femmes...

Les femmes qui ne veulent plus se taire doivent servir d'exemple. En finir avec toutes les formes d'oppression et d'exploitation, est notre lutte à toutes et tous

COMMENT GAGNER FACE À MACRON ET SON MONDE ?

C'est sur ce thème que le Front social organise une **réunion publique à Metz le mardi 31 octobre à 19h30** (Maison des associations, rue du Coëtlosquet) avec **Mickaël Wamen (ouvrier licencié de Goodyear, membre de la CGT) et Gaël Quirante (postier, membre de SUD)**. Le Front social est une coordination composée de syndicats, associations, collectifs locaux, de travailleuses et des travailleurs unis pour préparer la riposte sociale face aux mauvais coups de Macron, des banquiers et des patrons, et construire la convergence des luttes.